

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1995 B 03196

Numéro SIREN : 349 444 950

Nom ou dénomination : 3GS

Ce dépôt a été enregistré le 29/04/2022 sous le numéro de dépôt 10899

SAS 3GS

49/5 rue de la Vanne

92120 MONTRouGE

20 rue Paul Bert
92100 Boulogne-Billancourt
T. 01 78 16 43 80 • F. 01 78 16 43 89
contact@cabinet-fipar.fr
www.cabinet-fipar.fr

CERTIFIÉS SINCÈRES ET VÉRITABLES



COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/04/2020 au 31/03/2021

CHÂTEAU-GAILLARD

BOURG-EN-BRESSE

BOULOGNE-BILLANCOURT

VERSAILLES

Etats financiers au 31/03/2021**Bilan**

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/03/2021			31/03/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	2 930	2 930		814
	Fonds commercial (1)	103 910	77 933	25 977	25 977
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	53 190	45 981	7 209	12 217
	Autres immobilisations corporelles	212 642	118 502	94 140	106 298
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	792		792	792
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	24 967		24 967	21 187
TOTAL (II)		398 432	245 347	153 085	167 285
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				1 869
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	385 438	63 795	321 644	310 451
	Avances et Acomptes versés sur commandes				6 052
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	609 668	46 710	562 958	636 933
	Autres créances	53 703		53 703	91 963
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	38 943	2 459	36 484	35 754
	DISPONIBILITES	1 489 878		1 489 878	878 115
	Charges constatées d'avance	82 023		82 023	68 054
TOTAL (III)		2 659 654	112 964	2 546 689	2 029 190
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)	7 161		7 161	
TOTAL ACTIF (I à VI)		3 065 246	358 311	2 706 935	2 196 475

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

58 781

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/03/2021

31/03/2020

		31/03/2021	31/03/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	250 000	250 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	25 000	25 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	91 648	91 648
	Report à nouveau	832 316	708 785
	Résultat de l'exercice	203 904	223 531
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	1 402 868	1 298 964
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	7 161	
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	7 161	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		69
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	355 926	65 849
	Emprunts et dettes financières divers	83 425	84 601
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	528 308	416 231
	Dettes fiscales et sociales	160 266	212 129
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	36 190	19 344
	Produits constatés d'avance (1)	132 792	96 781
	Total des dettes	1 296 906	895 004
	Ecart de conversion passif		2 507
	TOTAL PASSIF	2 706 935	2 196 475
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		203 904,04	223 531,37
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		1 296 906	849 075
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Etats financiers au 31/03/2021**Compte
de
Résultat**

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/03/2021

31/03/2020

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	2 047 001		2 047 001	930 616
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	1 334 052		1 334 052	2 238 737
	Montant net du chiffre d'affaires	3 381 052		3 381 052	3 169 353
	Production stockée			(1 869)	1 869
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			47 930	34 567
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			3 766	3 845
	Autres produits				
	Total des produits d'exploitation (1)			3 430 879	3 209 633
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			1 436 176	620 431
	Variation de stock			(29 950)	(124 650)
	Achats de matières et autres approvisionnements			604 569	1 210 938
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			515 616	550 540
	Impôts, taxes et versements assimilés			16 227	16 700
	Salaires et traitements			336 366	364 071
	Charges sociales du personnel			140 764	153 375
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			30 142	28 696
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			63 795	45 780
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			2 646	13
	Total des charges d'exploitation (2)			3 116 351	2 865 893
RESULTAT D'EXPLOITATION				314 528	343 740

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/03/2021

31/03/2020

RESULTAT D'EXPLOITATION		31/03/2021	31/03/2020
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	605	458
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	2 637	3 400
	Différences positives de change	8 196	1 065
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		11 438	4 923
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	9 620	2 637
	Intérêts et charges assimilées (4)	1 789	2 328
	Différences négatives de change	14 149	8 213
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		25 559	13 178
RESULTAT FINANCIER		(14 121)	(8 255)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		300 407	335 486
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		8 468
	Sur opérations en capital		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		8 468
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		1 554
	Sur opérations en capital		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		1 554
RESULTAT EXCEPTIONNEL			6 914
PARTICIPATION DES SALAIRES		27 597	36 544
IMPOTS SUR LES BENEFICES		68 906	82 324
TOTAL DES PRODUITS		3 442 317	3 223 025
TOTAL DES CHARGES		3 238 413	2 999 494
RESULTAT DE L'EXERCICE		203 904	223 531

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

3GS
Société par Actions Simplifiée
au capital de 250.000 €
Siège Social : 49-51, rue de la Vanne
92120 - Montrouge
RCS Nanterre 349 444 950

(la « Société »)

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 21 DECEMBRE 2021**

Le vingt-et-un décembre deux mille vingt et un, à 10 heures 30,

Les associés de la Société se sont réunis au siège social, en assemblée générale ordinaire annuelle (l'« **Assemblée générale** »), sur convocation de la Présidente.

(...)

PREMIERE RESOLUTION

Rapport de gestion de la Présidente ; Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021 ; Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021 et quitus à la Présidente ;

L'Assemblée générale, statuant à titre ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion de la Présidente et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, **approuve** les comptes annuels clos le 31 mars 2021, lesquels font apparaître un bénéfice de **203.904** euros.

En conséquence, elle **donne**, à la Présidente, quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée générale ; statuant à titre ordinaire, **prend acte** que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune dépense au titre des amortissements excédentaires non déductible du résultat fiscal au regard de l'article 39-4 du Code général des impôts.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice

L'Assemblée générale, statuant à titre ordinaire, sur le rapport de la Présidente, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à **203.904** euros de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice :	203.904 €
Auquel s'ajoute le report à nouveau :	832.316 €
Constituant un bénéfice distribuable de :	1.036.220 €
A titre de dividendes :	200.000 €
Le solde :	836.220 €

En totalité au compte de report à nouveau qui est porté de 832.316 € à 836.220 €.

Le dividende sera payable dans les quatre mois de la présente décision.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'il a été distribué les dividendes suivants au titre des trois derniers exercices :

Exercices	Dividendes	Dividendes éligibles à l'abattement prévu pour les personnes physiques	Dividendes non éligibles à l'abattement prévu pour les personnes physiques
31/03/2020	Néant		
31/03/2019	100.000	100.000	
31/03/2018	Néant		

(...)

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

(...)

Pour extrait.



La Présidente
Madame Géraldine GRAVIS

Bin HIA

Expert-comptable

inscrit au Tableau de l'Ordre

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie régionale de Paris

22 rue Vavin – 75006 PARIS

✉ b.hia@bhbs.fr

☎ 06 66 00 79 59 – 📠 09 55 33 88 33



3GS S.A.S.

49-51 RUE DE LA VANNE

92120 MONTROUGE

R.C.S. NANTERRE 349 444 950

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021

E.I.R.L.
Siret n° 832 828 370 00011

 commissaire
aux comptes

Bin HIA
Expert-comptable
inscrit au Tableau de l'Ordre
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Paris
22 rue Vavin – 75006 PARIS
✉ b.hia@bhbs.fr
☎ 06 66 00 79 59 – ☎ 09 55 33 88 33



3GS S.A.S.

Siège social : 49-51 rue de la Vanne – 92120 Montrouge
Capital social : 250 000 €

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021

Aux associés de la société 3GS,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision de votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société 3GS relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de mon rapport.

E.I.R.L.
Siret n° 832 828 370 00011

 **commissaire
aux comptes**

Page | 1



Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

J'atteste de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice

professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 décembre 2021



Bln/HIA

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie régionale de Paris

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/03/2021			31/03/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	2 930	2 930		814
	Fonds commercial (1)	103 910	77 933	25 977	25 977
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	53 190	45 981	7 209	12 217
	Autres immobilisations corporelles	212 642	118 502	94 140	106 298
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	792		792	792
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	24 967		24 967	21 187
TOTAL (II)		398 432	245 347	153 085	167 285
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				1 869
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	385 438	63 795	321 644	310 451
	Avances et Acomptes versés sur commandes				6 052
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	609 668	46 710	562 958	636 933
	Autres créances	53 703		53 703	91 963
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	38 943	2 459	36 484	35 754
	DISPONIBILITES	1 489 878		1 489 878	878 115
	Charges constatées d'avance	82 023		82 023	68 054
	TOTAL (III)	2 659 654	112 964	2 546 689	2 029 190
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)	7 161		7 161	
TOTAL ACTIF (I à VI)		3 065 246	358 311	2 706 935	2 196 475

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

55 940

58 781



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/03/2021

31/03/2020

Capitaux Propres	Capital social ou individuel	250 000	250 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	25 000	25 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	91 648	91 648
	Report à nouveau	832 316	708 785
	Résultat de l'exercice	203 904	223 531
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	1 402 868	1 298 964
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	7 161	
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	7 161	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		69
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	355 926	65 849
	Emprunts et dettes financières divers (3)	83 425	84 601
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	528 308	416 231
	Dettes fiscales et sociales	160 266	212 129
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	36 190	19 344
	Produits constatés d'avance (1)	132 792	96 781
	Total des dettes	1 296 906	895 004
	Ecarts de conversion passif		2 507
	TOTAL PASSIF	2 706 935	2 196 475
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		203 904,04	223 531,37
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		1 021 867	849 075
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
(3) Dont emprunts participatifs			



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/03/2021

31/03/2020

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	2 047 001		2 047 001	930 616
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	1 334 052		1 334 052	2 238 737
	Montant net du chiffre d'affaires	3 381 052		3 381 052	3 169 353
	Production stockée			(1 869)	1 869
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			47 930	34 567
	Autres produits			3 766	3 845
Total des produits d'exploitation (1)				3 430 879	3 209 633
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			1 436 176	620 431
	Variation de stock			(29 950)	(124 650)
	Achats de matières et autres approvisionnements			604 569	1 210 938
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			515 616	550 540
	Impôts, taxes et versements assimilés			16 227	16 700
	Salaires et traitements			336 366	364 071
	Charges sociales du personnel			140 764	153 375
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			30 142	28 696
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			63 795	45 780
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions					
Autres charges			2 646	13	
Total des charges d'exploitation (2)				3 116 351	2 865 893
RESULTAT D'EXPLOITATION				314 528	343 740



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/03/2021

31/03/2020

RESULTAT D'EXPLOITATION		314 528	343 740
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	605	458
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	2 637	3 400
	Différences positives de change	8 196	1 065
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		11 438	4 923
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	9 620	2 637
	Intérêts et charges assimilées (4)	1 789	2 328
	Différences négatives de change	14 149	8 213
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		25 559	13 178
RESULTAT FINANCIER		(14 121)	(8 255)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		300 407	335 486
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		8 468
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		8 468
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		1 554
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		1 554
RESULTAT EXCEPTIONNEL			6 914
PARTICIPATION DES SALAIRES		27 597	36 544
IMPOTS SUR LES BENEFICES		68 906	82 324
TOTAL DES PRODUITS		3 442 317	3 223 025
TOTAL DES CHARGES		3 238 413	2 999 494
RESULTAT DE L'EXERCICE		203 904	223 531

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) dont produits concernant les entreprises liées

(4) dont intérêts concernant les entreprises liées



Etats financiers au 31/03/2021**ANNEXE**

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Annexe relative à la crise sanitaire COVID-19

1. Information au titre de l'évènement

La crise sanitaire liée au COVID 19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un évènement majeur. L'entreprise a appliqué les préconisations de l'ANC qui estime que l'évènement COVID 19 et ses conséquences constituent un fait pertinent qui doit être mis en évidence dans les comptes établis à compter du 1er janvier 2020.

L'information dans l'annexe permet de mesurer de façon raisonnable les impacts de l'évènement COVID 19 et de prendre en compte les mesures de soutien dont la société a bénéficié.

2. Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, la société constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité.

A la date d'établissement de ses comptes, la société a constaté une baisse de son chiffre d'affaires sur la période mars à mai 2020 en raison de la fermeture de l'entreprise durant la période de confinement.

Pour remédier à cette situation et permettre la continuité de l'activité, la société a mis en action un plan en utilisant les mesures suivantes :

- Recours au chômage partiel pour ses salariés pour 13 530 €
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat pour une somme de 300 000 €.
- Demande de report et d'exonération de charges sociales.

La société estime qu'elle n'a pas subi de dépréciation de ses actifs (fonds de commerce, immobilisations), de ses stocks ou de ses créances.

Eu égard à ces mesures, à la date d'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 706 935** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **3 442 317** euros et un total **charges** de **3 238 413** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **203 904** euros.

L'exercice considéré débute le **01/04/2020** et finit le **31/03/2021**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 ans
Matériel et outillage industriel	Linéaire	2 à 5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	4 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées suivant la méthode "premier entré premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production, comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de fabrication, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Intégration fiscale

La société 3GS est intégrée fiscalement en application des articles 223 A et suivants de Code Général des Impôts dans le groupe dont la SAS EUXIS est la société mère.

La société 3GS a opté depuis le 1er mars 2005 pour le régime des groupes de société. Il est retenu le principe de neutralité par lequel, la société 3GS doit constater dans ses comptes, pendant toute la durée d'intégration dans le groupe EUXIS une charge ou un produit d'impôt sur les sociétés, de contributions additionnelles et, d'une manière générale, de tous les impôts actuels ou à venir, compris dans le champ d'application du régime de l'intégration fiscale, analogue à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée.

Il n'y a pas de différence entre l'impôt figurant dans les comptes et celui qu'elle aurait constaté en l'absence d'intégration fiscale.

Engagements en matière de pensions et retraites

Suivant le choix accordé aux entreprises par la législation, les engagements de la société en matière d'indemnité de départ à la retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation dans les comptes.

Ces engagements ont été évalués au 31 mars 2021 à 32 922 €. Ils ont été déterminés d'après un calcul actuariel prenant en compte la rotation du personnel, la mortalité, la progression attendue des salaires et d'un taux d'actualisation de 0,72%.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/03/2021
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	106 840					106 840
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	106 840					106 840
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	53 190					53 190
	Instal., agencement, aménagement divers	132 001		10 756			142 757
	Matériel de transport	25 476					25 476
	Matériel de bureau, mobilier	43 003		1 406			44 409
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	253 671		12 162			265 833
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	792					792
	Prêts et autres immobilisations financières	21 187		3 796		16	24 967
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	21 979		3 796		16	25 759
TOTAL		382 490		15 958		16	398 432



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/03/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	2 116	814		2 930
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 116	814		2 930
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	40 973	5 008		45 981
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	37 374	18 977		56 351
	Matériel de transport	23 342	1 711		25 053
	Matériel de bureau, mobilier	33 467	3 631		37 098
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	135 156	29 328		164 484
TOTAL		137 272	30 142		167 414

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/03/2021
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change		7 161		7 161
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		7 161		7 161
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	77 933			77 933
	Sur stocks et en-cours	45 038	63 795	45 038	63 795
	Sur comptes clients	49 078		2 367	46 710
	Autres	2 637	2 459	2 637	2 459
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	174 685	66 254	50 042	190 897
TOTAL GENERAL		174 685	73 415	50 042	198 058

Dont dotations et reprises {

- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

63 795
9 620

47 405
2 637

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/03/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	24 967		24 967
	Clients douteux ou litigieux	55 940		55 940
	Autres créances clients	553 728	553 728	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	27 198	27 198	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	339	339	
	Groupe et associés (2)	13 418	13 418	
	Débiteurs divers	12 748	12 748	
	Charges constatées d'avances	82 023	82 023	
	TOTAL DES CREANCES	770 361	689 454	80 907
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/03/2021

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	355 926	80 887	208 964	66 075
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	528 308	528 308		
	Personnel et comptes rattachés	68 279	68 279		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	34 444	34 444		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	50 413	50 413		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 130	7 130		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	83 425	83 425		
	Autres dettes	36 190	36 190		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	132 792	132 792		
	TOTAL DES DETTES	1 296 906	1 021 867	208 964	66 075
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		300 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		9 923			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		199			



Fonds Commercial

Etat exprimé en euros	31/03/2021	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	103 910	FONDS DE COMMERCE INSTALLATIONS SAV
TOTAL	103 910	

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de fonds de commerce issus principalement de la fusion avec la société SAV ELECTRONIQUE. Le fonds de commerce fait l'objet d'une dépréciation d'un montant de 77 933 €. Toutefois, sur l'exercice aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée, la valeur nette du fonds de commerce correspondant à sa valeur de marché.



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/03/2021

Total des Produits à recevoir		21 288
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	<i>9 037</i>	9 037
Autres créances <i>RRR A OBTENIR ET AUTRES AVOIRS</i> <i>ETAT PRODUIT . RECEVOIR</i>	<i>11 912</i> <i>339</i>	12 251



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/03/2021

Total des Charges à payer		140 703
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNIS, FACTURES NON PARVENUES</i>	<i>30 200</i>	30 200
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISION POUR CONGES A PAYER</i> <i>PERSONNEL CHARGES A PAYER</i> <i>CHARGES SOCIALES/ CONGES A PAY</i> <i>AUTRES CHARGES A PAYER</i> <i>ETAT - CHARGES A PAYER</i>	<i>34 721</i> <i>33 558</i> <i>14 429</i> <i>2 504</i> <i>5 780</i>	90 991
Autres dettes <i>CLIENTS AVOIRS A ETABLIR</i>	<i>19 512</i>	19 512



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/03/2021
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		82 023	82 023
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			82 023



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/03/2021
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		132 792	132 792
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			132 792



Capital social

Etat exprimé en euros

31/03/2021

Nombre

Val. Nominale

Montant

ACTIONS / PARTS SOCIALES				
	Du capital social début exercice	250 000,00	1,0000	250 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	250 000,00	1,0000	250 000,00



Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/03/2021

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés ENGAGEMENTS DE RETRAITE	32 922	
	32 922	
Autres engagements NANTISSEMENT FONDS DE COMMERCE INTERETS EMPRUNT RESTANT A PAYER	120 000 5 951	
	125 951	
Total des engagements financiers (1)	158 873	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		



Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/03/2021
Emprunts	Nantissement du fonds de commerce	BRED Banque Populaire	100 000	55 926
		TOTAL	100 000	55 926

